

Grand Paris

Anne Hidalgo, maire de la capitale

« Paris saura rebondir »

INTERVIEW

ÉPIDÉMIE La maire présente ses priorités en cette rentrée marquée par le contexte sanitaire et critique la gestion gouvernementale

RELANCE Jeunes, commerçants, projets d'urbanisme... elle détaille les grands chantiers pour l'année à venir



Anne Hidalgo dans son bureau, jeudi. ÉRIC DESSONS/JDD

Stratégie vaccinale, Maison pour la jeunesse, aide aux commerçants, grands chantiers d'urbanisme et ambitions présidentielles... Pour le JDD, l'édile dévoile son agenda des prochains mois.

Quelles sont vos priorités en cette rentrée ?

Réparer les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. Nous savions, avant la pandémie, que l'hôpital public faisait face à des difficultés. La santé publique est une préoccupation majeure. Je me suis engagée à la réorganiser à Paris. Évidemment, les autres engagements pris lors des municipales demeurent : la transformation urbaine, la lutte contre le péril climatique, le logement pour les familles, la solidarité.

Comment jugez-vous la gestion par le gouvernement de la campagne de vaccination ?

Je suis très critique. Je ne mets pas en question l'ordre de vaccination établi, qui commence par les plus fragiles. Mais je ne comprends toujours pas le retard à l'allumage. Avec les masques et les tests, nous avons rencontré les mêmes problèmes. Le vaccin a fait naître un espoir pour tout le monde. Mais aujourd'hui, l'inquiétude domine. Le gouvernement n'intègre pas du tout la question logistique. Pour réussir, il faut une vision stratégique, certes, mais aussi un plan logistique. Avec de telles carences,

le débarquement de juin 1944 aurait échoué. La politique, c'est l'art de l'exécution.

Que préconisez-vous ?

Face à une situation hors norme, seules la créativité et la mobilisation de tous nous permettront de nous en sortir. Sortons de la logique bureaucratique. Ne restons pas figés dans des modes de fonctionnement où la peur domine. Depuis la décentralisation, une partie des compétences dépend des collectivités : l'État n'est pas capable de faire le dernier kilomètre, nous le savons. Au lieu de faire appel à des cabinets privés, comme McKinsey, pour réfléchir à la stratégie et à la logistique comme l'a décidé le gouvernement, c'est aux élus locaux qu'il faut faire confiance.

Vous vous sentez impuissante dans cette stratégie vaccinale ?

Les maires sont là pour aider. Mais le pouvoir central considère les collectivités locales non comme des alliés mais comme des contre-pouvoirs. Un exemple : nous avons proposé de louer dans Paris un ou deux super-congélateurs et de gérer nous-mêmes l'acheminement des doses aux Ehpad de la ville pour pouvoir agir plus vite. Le gouvernement n'a pas voulu et il a fallu que je monte au créneau cette semaine pour qu'une solution soit trouvée avec la pharmacie centrale de l'AP-HP. Ce sont des points de vue très idéologiques. La décentralisation

VACCINATION

« Nous préparons déjà la stratégie pour la campagne massive »

JEUNESSE

« Je veux que chacun, de 18 à 25 ans, ait une proposition de service civique »

COMMERCES

« Pour les aider, nous travaillons à la création d'une foncière spéciale »

exige un lien partenarial, pas un lien de subordination.

Que peut faire la mairie de Paris ?

Nous préparons déjà la stratégie de vaccination massive. Il faut dès à présent penser cette phase en même temps que nous déployons la vaccination pour les plus fragiles et les plus âgés. Nous allons téléphoner à ceux qu'il faudra vacciner chez eux pour organiser les plannings. Tous les maires d'arrondissement ont accepté d'ouvrir leur mairie ou un autre lieu municipal pour accueillir la vaccination des plus de 75 ans volontaires.

Quel regard portez-vous sur la gestion de la crise sanitaire ?

Il faut toujours compter sur la responsabilité des citoyens, dire la vérité sur la gravité de la situation, anticiper. Or le gouvernement infantilise les Français. En tant que maire de Paris, je suis obligée de taper du poing sur la table pour savoir ce qui se passe ; imaginez pour le citoyen qui n'a pas mes responsabilités ! Nous devons la transparence aux citoyens : les données d'Eaux de Paris montrent une augmentation très importante ces derniers jours de traces du virus dans les eaux usées ; c'est le signe précoce que le virus est là et circule activement. Sans oublier le variant britannique ou le sud-africain.

La jeunesse souffre particulièrement de la crise. Quel est votre plan pour

éviter une « génération sacrifiée » ?

Je suis très préoccupée. Paris compte 300 000 jeunes de 18-25 ans. Un décrochage massif est à l'œuvre, notamment des étudiants, ainsi qu'une précarité grandissante, car les petits boulots ont disparu. Ça crée de l'isolement, de la solitude, du mal-être, voire de l'anxiété et de la dépression. Cette génération ne peut pas être sacrifiée. Elle est très engagée et créative mais peine à envisager l'avenir. Elle est aussi inquiète face au dérèglement climatique et à la prédation des ressources naturelles. C'est pourquoi, au-delà de l'Académie du climat, qui ouvrira ses portes en septembre dans l'ancienne mairie du 4^e arrondissement, nous préparons une solution d'ampleur pour aider les jeunes.

Laquelle ?

Avant l'été, dans l'ancienne mairie du 1^{er}, nous allons créer une maison pour la jeunesse, où celle-ci trouvera un accueil, des réponses, un accompagnement, des propositions concrètes. Les jeunes s'y verront proposer toutes les informations sur les dispositifs d'alternance, les formations diplômantes par le travail, les stages, le mentorat, mais aussi le service civique. Je veux que chaque jeune Parisien, en particulier les 18-20 ans, bénéficie d'une proposition de service civique qualifiante. Il nous revient d'être à leurs côtés pour bien préparer leur avenir.

Grand Paris

●●● Suite de la page I

Que ressentez-vous en voyant Paris à l'arrêt ?

C'est triste, ça fait mal. C'est très dur pour les commerçants, les restaurateurs, les acteurs du milieu culturel et touristique, mais aussi pour les habitants. La culture, les rencontres avec les amis, sortir, aller au restaurant, partager... Une partie de ce qui fait Paris n'est pas possible. Heureusement, la ville et ses habitants sauront rebondir, notamment avec la perspective des JOP de 2024.

Que proposez-vous pour les commerçants, ou les restaurateurs qui ne rouvriront pas avant la mi-février ?

Nous avons déjà mis en place un plan de plus de 200 millions d'euros comprenant beaucoup de suppressions de charges ou de loyers. Nous exonérons les commerçants des marchés alimentaires du paiement de leur emplacement. Nous avons offert la possibilité aux bars et restaurants de créer gratuitement des terrasses. Je les aiderai à rouvrir, en prolongeant ces autorisations. Je ne veux pas d'une ville avec des rideaux fermés.

Vous lancez de nouvelles mesures ?

Nous travaillons avec la Caisse des dépôts à la création d'une « foncière commerce ». Elle pourra proposer des aides directes aux petites entreprises en difficulté, mais aussi racheter des fonds de commerce, notamment aux restaurateurs ou hôteliers propriétaires, pour leur permettre d'avoir des liquidités, quitte à leur revendre ce patrimoine en cas de retour à meilleure fortune.

D'autres initiatives ?

J'organiserai d'ici à la fin du mois, avec les acteurs économiques parisiens – Medef, CPME, chambre de commerce, chambre des métiers, représentant des secteurs du tourisme ou de l'événementiel... – une grande réunion de travail pour élaborer un « plan de relance territorial parisien ». J'ai convié Jean Castex et Bruno Le Maire. La relance parisienne doit aussi passer par le budget d'investissement de la Ville de Paris, qui s'élèvera en 2021 à 1,4 milliard d'euros – infrastructures, logements, végétalisation, transports... C'est toute l'économie parisienne et francilienne qui en bénéficiera, et donc l'emploi. En ce qui concerne le plan de relance du gouvernement, nous n'en avons pas vu la couleur à Paris. Les entreprises en bénéficient sans doute à travers le chômage partiel ou les baisses d'impôt, mais les collectivités locales, qui portent 70 % de l'investissement public en France, n'ont pas reçu un euro.

Vous accusez le ministère de l'Économie ?

Bercy considère depuis toujours que toute bonne dépense est une dépense qu'on ne fait pas, et essaie donc de contenir ce plan de relance censé être l'équivalent du New Deal ou du plan Marshall. C'est grave ! Certains doctrinaires de l'argent public le freinent par idéologie néolibérale. On risque de se retrouver une fois de plus dans une situation où d'autres, en Europe, auront compris que cette manne financière peut leur permettre de transformer leur économie, de réindustrialiser leur pays et d'assurer la transition écologique,

alors que nous, en France, on passerait à côté. Ce n'est pas acceptable, ni responsable.

Dans ce contexte, la ville peut-elle continuer à se transformer ?

Oui, elle doit devenir plus écologique. La crise le montre : il faut avoir en bas de chez soi des lieux de nature pour que la ville soit plus agréable. Nous allons pérenniser les pistes cyclables, donner plus d'espace aux piétons et moderniser l'espace public avec de nouveaux mobiliers. Nous allons aussi travailler, via la création d'une société d'économie mixte, sur l'énergie dans la ville : pour qu'elle achète voire produise de l'énergie renouvelable.

URBANISME

« Nos grands projets ont deux phases : avant et après les JO de 2024 »

PRÉSIDENTIELLE

« Je prendrai toute ma part à la réflexion pour inventer un autre chemin »

Les grands projets d'urbanisme sont-ils maintenus ?

Oui. Tous nos projets ont deux phases : avant et après 2024, car beaucoup de lieux seront utilisés pour les JO. Nous allons transformer la porte de la Chapelle, avec une grande place laissée à la nature dans cette entrée de la ville. Nous poursuivons le projet Trocadéro-tour Eiffel ; après 2024, avec le Champ-de-Mars, ce sera un parc extraordinaire au cœur de Paris. Pour les Champs-Élysées, nous allons refaire la place de la Concorde avant les Jeux olympiques, puis la totalité de l'avenue ensuite ; ce sera un autre jardin extraordinaire. Pour Notre-Dame, avec l'Élysée et le diocèse, nous allons lancer un concours pour travailler sur les nouveaux aménagements du parvis et de ses abords. Concernant la tour Montparnasse et son environnement, les travaux démarrent cette année.

Vous aviez envisagé un lieu de mémoire pour les attentats du 13-Novembre ?

Un « jardin du souvenir » sera créé devant l'église Saint-Gervais-Saint-Protais, en face de l'Hôtel de Ville. J'aimerais qu'il soit achevé à la fin de l'année.

Vous êtes-vous réconciliée avec les Verts parisiens ?

La vie politique, c'est débattre. Parfois avec sérénité, parfois avec passion, toujours dans le respect. C'est ça, la vie politique.

La gauche et les écologistes peuvent-ils gagner en 2022 en partant séparés ?

Il y a un espace énorme entre l'extrême gauche et Emmanuel

Macron, qui est désormais clairement positionné à droite. Il faut proposer une offre républicaine, sociale, progressiste et bien sûr écologiste. Les partis conservent un rôle important mais ne décident plus de tout.

Et vous concernant ? Votre réflexion sur une candidature en 2022 va-t-elle s'accélérer ?

Ma priorité, c'est de sortir de la crise et de préparer l'avenir des Parisiens. Ensuite, il y aura l'échéance très importante des élections régionales ; je serai aux côtés d'Audrey Pulvar en Île-de-France quand elle sera officiellement candidate.

Et vous ?

Je vous confirme que je prendrai toute ma part. Ma part à la réflexion pour inventer un autre chemin possible, loin des calculs. C'est une question de destin collectif avant d'être une question de personne, ou d'envie. J'y participerai. Notre pays a touché les limites du néolibéralisme. Il faut inventer un autre modèle, tourné vers la transition écologique, dans une économie plus soucieuse du bien-être des individus et qui lutte contre les inégalités. Les Français ne veulent pas qu'on les enferme dans un second tour Macron-Le Pen... Et puis, que donneraient cinq ans de plus avec Emmanuel Macron ? Depuis 2017, rien n'a changé en mieux. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTRAND GRÉCO,
ARTHUR NAZARET ET CYRIL PETIT